

## LE PÉTROLE

## RUMEURS DE PRESSIONS AMÉRICAINES POUR RÉDUIRE LES IMPORTATIONS DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné les rapports fréquents publiés dans les journaux au sujet de la pression que le gouvernement des États-Unis exercerait sur le gouvernement canadien pour restreindre l'accroissement des importations américaines de pétrole en provenance du Canada, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que ces exportations de pétrole aux États-Unis, si nécessaires à l'économie canadienne, seront maintenues?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Tout ce que je puis dire, c'est que les pourparlers entre le Canada et les États-Unis au sujet du pétrole se poursuivent et que les deux parties en présence défendent vigoureusement leurs opinions.

**M. Eldon M. Woolliams (Bow-River):** J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné l'importance de la question adressée au ministre et de sa réponse, ce dernier serait-il disposé à faire une déclaration complète à la Chambre au sujet de la politique pétrolière du Canada, s'il y a une politique nationale à l'heure actuelle?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, je crois pouvoir la faire maintenant. Nous essayons de vendre le plus possible aux États-Unis; c'est un des aspects de notre politique nationale du pétrole.

## LES CÉRÉALES

## LE BLÉ DE SEMENCE MANITOU—LA SUPPRESSION DE L'EMBARGO SUR L'EXPORTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. George Muir (Lisgar):** J'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme les producteurs canadiens ont encore, même à cette date tardive, un surplus considérable de blé de semence Manitou, le gouvernement a-t-il l'intention de lever l'embargo sur l'exportation de cette graine aux États-Unis?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, le dernier renseignement officiel que j'ai à cet égard, c'est que l'Association d'agriculture était satisfaite de la politique actuelle. Toutefois, je réexaminerai volontiers la question.

## QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il a été question, dans le discours du trône, de subventions pour les frais de déplacement, pourrait-il nous dire si les 500,000 chômeurs du Canada seront admissibles à cette aide?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

## L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

## STEVEN TRUSCOTT—L'ÉTUDE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, je vais poser une question au premier ministre. Il a indiqué hier matin qu'il s'occuperait de l'affaire Steven Truscott du point de vue de sa libération conditionnelle. Va-t-il faire une communication à ce sujet?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai discuté de l'affaire avec les deux ministres intéressés et nous n'avons pas l'intention d'intervenir pour le moment.

## HAL BANKS—ACCUSATIONS ÉVENTUELLES DE PARJURE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au solliciteur général une question qui a trait à Hal Banks. Est-il vrai que la Gendarmerie royale du Canada estime qu'elle a des preuves suffisantes, pour accuser Banks de parjure et qu'elle a déjà déposé une plainte ou qu'elle s'apprête à le faire?

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce que le ministre de la Justice a répondu juste avant le congé. Sauf erreur, il a informé la Chambre que la Gendarmerie royale du Canada attendait d'autres directives du ministre du procureur général.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Alors, puis-je poser ma question au ministre de la Justice? Est-il vrai, comme le rapportent les journaux, que la GRC a informé le ministère ontarien du procureur général qu'il y a suffisamment de preuves pour inculper Hal Banks de parjure et qu'elle a transmis ou est sur le point de transmettre les renseignements nécessaires pour déclencher le processus judiciaire?